

Agence Régionale de Santé de Bourgogne
Franche-Comté

Direction Inspection Contrôle Audit



Conseil Départemental de la Nièvre



Dijon, le 10 février 2025

Le directeur général de l'Agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

Le président du conseil départemental de la Nièvre

à

Madame la directrice de l'EHPAD du CH de Cosne Cours-
sur-Loire
96 Rue Maréchal Leclerc
58200 COSNE COURS-SUR-LOIRE

RAR N° 2C 182 993 1872 0

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 580970119 – EHPAD DU CH DE COSNE COURS-SUR-LOIRE – COSNE COURS-SUR-LOIRE

**PJ : - tableau des mesures définitives
- tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 25 novembre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 6 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Nous accusons réception de votre réponse en date du 18 décembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à notre connaissance et conformément à ce que nous vous annonçons dans notre lettre du 25 novembre 2024, nous vous

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Nièvre
Hôtel du département, 58039 Nevers cedex
Tél : 03 86 60 67 00 - Site : www.nievre.fr

notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par nos services et plus particulièrement par :

Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté

[Redacted]

[Redacted]

Conseil départemental de la Nièvre

[Redacted]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre nos services et la direction de votre établissement, nous vous remercions de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes. Il sera à adresser (en format Excel) à la direction territoriale de la Nièvre, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé de Bourgogne -
Franche-Comté

[Redacted]

Jean-Jacques COIPLÉ

Le Président du Conseil Départemental
de la Nièvre

[Redacted]

Fabien BAZIN

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date des mesures : Dossier suivi par :		Nom établissement : Adresse : Code postal :		EHPAD DU CH DE CORNE COURBS SUR LOIRE 96 RUE MARICHAL LECLERC 52200		Commune : CORNE COURBS SUR LOIRE			
Prescriptions									
Nb	3	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/N	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Doter la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur disposant de la qualification requise ou s'engageant à l'acquiescer afin d'attendre l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'EHPAD (0,8 ETP) en proposant, dans l'intervalle, une solution alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-1-3 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre	E2	N		La mission est consciente des difficultés pour recruter un temps de médecin coordonnateur à hauteur des exigences réglementaires, voire pour recruter un médecin acceptant cette fonction. Malgré les solutions envisagées (pour ex : augmentation du temps de médecin coordonnateur de [REDACTED] à compter du 01/12/24 et attente d'un stagiaire associé...), l'ETP médecin coordonnateur n'est pas conforme à la réglementation. La prescription n°1 est maintenue et notifiée dans l'attente soit du recrutement effectif d'un MEDEC, soit de documents prouvant que l'établissement met en place une solution alternative.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détention effective des diplômes par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant les professionnels IFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE - Inscrire l'infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécifique d'encadrement et de management afin de l'outiller pour en assurer la régulation et la supervision ou, si celle-ci a été réalisée, transmettre l'attestation de formation correspondante	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II al 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter/stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Liste des agents FF AS en poste au 01/06/2024 Tableau de suivi nominatif des personnels FF AS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur) Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/06/2024 (IDE/AS/IFAS/AES/ASG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes Attestation de formation de l'infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante	E1 E4 E5 R6 R9 R10	N		La mission prend acte des pièces transmises par l'établissement, à savoir la maquette ANAP RH, les actions mises en œuvre pour promouvoir les métiers du soin dans le but de fidéliser et stabiliser les équipes soignantes, la liste des FFAS, la note interne proposant aux agents FFAS de suivre une formation diplômante de type VAE. Le tableau des agents soignants en poste au 01/06/2024 a été adressé à la mission ainsi que la plupart des diplômes, mais la mission note qu'un diplôme est manquant. Concernant les infirmiers en charge des missions de coordination de l'équipe soignante, un diplôme de cadre de santé a été transmis ainsi que des attestations de formation de management. La prescription n°2 est maintenue et notifiée dans l'attente de transmission [REDACTED]
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire et/ou de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/06/2024 N° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de l'inscription au tableau de l'ordre	E3	N		La prescription n°3 est maintenue et notifiée dans l'attente des éléments de preuve.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date des mesures :

Affaire suivie par :

Nom établissement :

Adresse :

Code postal :

EHPAD DU CH DE CORNE COURS SUR LOIRE

98 RUE MARECHAL LECLERC

58200

Complète : CORNE COURS SUR LOIRE

Nb	4	Libellé	Recommandations	Reference rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Formaliser un protocole de continuité de direction afin d'en assurer la continuité effective et le diffuser au personnel	RBP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1 R3	N		La mission prend acte de la réponse de l'établissement mais demeure en attente de réponse concernant la formalisation et la diffusion du protocole de continuité de direction. La recommandation n°1 est maintenue et notifiée.
2		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.		R5	Abandonnée		La mission prend note de la réponse et des éléments transmis par l'établissement à savoir les procédures de remplacement validées et signées. La recommandation n°2 est abandonnée.
3		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBP Bienveillance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2	Abandonnée		La mission prend note de la réponse transmise de l'établissement. La recommandation n°3 est abandonnée.
4		Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire. Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RBP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RBP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	R6	N		La mission prend acte de la réponse de l'établissement. Cette dernière n'offre pas à la mission la visibilité de la démarche que l'établissement envisage d'engager afin de répondre à la recommandation et à ses attendus. La recommandation n°4 est maintenue et notifiée.
5		Institutionnaliser et formaliser des réunions des équipes soignantes afin de garantir la coordination des interventions, la supervision des pratiques professionnelles ainsi que la bonne diffusion des informations nécessaires à leurs activités.	RBP Bienveillance : définitions et repères pour la mise en œuvre - HAS -2008 partie 2 p.25 RBP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R7	N		La mission prend acte de la réponse de l'établissement mais demeure en attente de réponse concernant la réalisation des réunions des équipes soignantes et de la bonne diffusion de l'information. La recommandation n°5 est maintenue et notifiée.
6		Mettre en place les modalités de communication de ces dispositions auprès du personnel permettant à ce dernier d'avoir connaissance de ses obligations et de ses droits en matière de signalement.		R4	N		La mission prend acte de la réponse succincte de l'établissement. La recommandation n°6 est maintenue et notifiée.